

Lee Chance

DE L'INÉFFICACITÉ POLITIQUE ET INSTITUTIONNELLE COMME CHOIX DE SOCIÉTÉ ? VERS UNE THÉORIE DE LA SOCIOPHAGIE

Lee Chance est un analyste social, pour la firme internationale **Research and Action International Consulting Firm (REACTIC)** basée aux Etats Unis
lchance@reactic.org

Introduction

L'idée de cet article, part d'une question relativement simple, pourquoi l'Etat et les acteurs politiques persistent-ils à maintenir Haïti dans une situation de crise permanente. Depuis la démission du gouvernement de Jacques Edouard Alexis, les membres du parlement ont refusé deux candidats au poste de premier ministre et dans chacun des cas pour des raisons qui sont loin d'être entièrement transparentes.

En effet, dans le premier cas, celui de Monsieur Ericq Pierre il existait des arrangements possibles si l'intérêt du pays et l'amélioration des conditions de vie de la majorité de la population étaient la préoccupation essentielle des acteurs politiques qui contribuent aujourd'hui largement à la situation d'instabilité dans laquelle se situe le pays. Dans le cas actuel il est difficile d'affirmer que ce sont les acteurs de la communauté internationale qui sont la cause de la situation actuelle, mais il est bel et bien clair que le problème est avant tout un problème interne à la société haïtienne. Mon hypothèse c'est le conflit social est la cause originelle qui depuis 1986, a empêché à la société haïtienne de rentrer dans une ère de stabilité et de progrès.

Haïti et son univers, différent de tant d'autres : division sociale, politique, et intellectuelle créent un tohu-bohu national.

Cependant il nous faut aller plus loin dans la formulation de notre question initiale. Est ce que le problème politique en Haïti est lié à des choix politiques délibérés d'inefficacité ? Ou bien est ce la faible capacité des acteurs et des décideurs politiques qui expliquent la persistance de l'inefficacité qui contribue à nourrir une crise qui ne finit pas de revenir sur les devants de la scène.

Haïti un ensemble de systèmes mondes séparés et divergents

Les élites de ce pays qu'ils soient de l'univers politique, social (y compris les intellectuels) ou économiques, forment des mondes séparés et distants les uns des autres. Chacun met en place des stratégies individualistes pour défendre des intérêts particuliers et à reproduire leur position dans une structure social largement hiérarchisée qui est symétrique à la structure des pouvoirs et des ressources socioéconomiques. Chacun fonctionne selon la logique, le monde de Soi contre le monde de l'Autre ou l'Autre est non pas un concurrent dans la course aux ressources sociétales, mais un ennemi qu'il faut éliminer (physiquement, politiquement ou symboliquement).

Monsieur Aristide qui présida aux destinées de ce pays avant d'être forcé à

l'exile en Afrique du Sud, joua sur ces dissociations en divisant la société par la logique de la couleur, mulâtre contre noir, ceux d'en haut contre ceux d'en bas. Les jeunes qui vivent dans des situations limites ont particulièrement internalisé ses catégories dissociatives qu'ils expriment lors de violence de rue en brisant les propriétés de ceux qu'ils considèrent comme les possédants en opposition aux autres les laissés pour compte produit par wagon par une structure sociale et des choix politiques discriminants.

Depuis 1998 dans son ouvrage sur la construction de la paix en Haïti Chetan Kumar [1] insista sur le fait que les haïtiens n'ont jamais créé les conditions pour un débat national sur le choix de société à faire. Malgré la crise de 2004, il y eut une opportunité pour un débat national qui aurait pu prendre la forme d'une conférence nationale mais cette opportunité fut gâchée. De fait, la société haïtienne continue à vivre entre des mondes séparés qui produisent des réalités qui s'articulent, se contredisent, s'opposent même. C'est la logique de ces mondes séparés qui est source de crises épisodiques et du conflit latent qui freinent l'avènement d'un cadre ou d'un contrat social qui favoriserait l'émergence d'un univers de sens partagé, un sens collectif.

La société haïtienne ou plus exactement les sociétés haïtiennes sont hiérarchisées et chacune occupe une place et une fonction précise dans un ordre social qui produit de la douleur et de la souffrance pour la majorité. Les élites formées seraient-elles à même de définir un nouveau cadre social pour produire un ordre social plus juste dans lequel les choix politiques et institutionnels se feraient au bénéfice

d'un tout social quelque soit la personne ou le groupe qui serait au pouvoir ?

Les élites de ce pays créent une réalité sociale qui n'est pas celle de la majorité de la population. Cela va beaucoup plus loin encore. Ces élites dont je parle, ne forment pas des groupes homogènes. Probablement la bourgeoisie locale à travers des réseaux traditionnels basés sur l'intermariage et les relations commerciales est le groupe le plus proche d'une certaine homogénéité mais les autres en fait, forment des entités hétérogènes, des agrégats de sous groupes qui forment alliance de manière circonstancielle des fois contre nature mais pour les besoins de la cause comme ce fut par exemple le cas politique de l'alliance du parti de Monsieur Bazin et un certain secteur du mouvement Lavalas, lors des élections présidentielles de 2006. Autre exemple d'agrégats de sous-groupes non coopératifs. L'aide internationale a créé une élite locale, celle des développeurs agronomes, sociologues experts (comme disait l'un de mes détracteurs) [2] et autres chargés de projets. Cette classe moyenne est formée de ceux qui travaillent pour les organisations internationales et se distinguent de ceux qui travaillent pour les organisations locales (haïtiennes) et enfin une nouvelle catégorie émergente, les fonctionnaires haïtiens qui travaillent pour la Mission Onusienne en Haïti et qui sont considérés comme la crème des experts locaux en route vers une carrière internationale. Ces élites produisent le même discours pro nationaliste et partagent la même inactivité du fait même de leurs intérêts de classe en voie d'embourgeoisement.

Le conflit social est un fait résultant de

ces relations dissociatives, car chaque groupe se trouve en compétition avec les autres pour les ressources sociétales, qu'elles soient économiques, sociales, symboliques ou politiques. Le problème c'est qu'il n'existe aucune entité extérieure aux élites pour médiatiser les différences, établir et faire respecter les règles d'un jeu qui se nourrirait des valeurs démocratiques par exemple, et qui définirait les limites de la compétition. Ce serait la l'un des rôles de l'Etat et des institutions étatiques et para étatiques. Mais l'Etat pour des raisons de faibles capacités et de par sa mission historiquement [3] définie après l'indépendance de 1804

Dans le contexte de relations dissociatives entre les groupes sociaux, la coopération devient un choix irrationnel. En effet, de par l'absence d'un ciment social qui fonde un sens et une expérience collective, les résultats de l'action collective deviennent aléatoires et incertaines. J'irais même plus pour oser dire qu'il n'existe pas de cadre à l'action collective.

Il faut ajouter par ailleurs, l'existence d'un facteur important qui renforce la non-coopération, c'est l'absence d'un système de distribution des récompenses et des sanctions dont l'impunité est l'expression la plus visible. En effet comment pourrait-il en être autrement dans un contexte où les mécanismes de gestion des relations sociales au sein de la société haïtienne telle que l'institution judiciaire, sont en panne ou quasi inexistantes.

Le conflit social est donc dans le contexte actuel en Haïti, un fait inévitable. Par conséquent, les risques

d'instabilité, de violence et d'insécurité demeurent des réalités dont la probabilité de réalisation est élevée et tend à accroître de manière exponentielle. Cette absence d'un débat national qui serait en fait le moment fondateur de la construction d'une vision commune du futur, ne favorise pas l'émergence d'un cadre pour l'action sociale mais plus fondamentalement, cet état de fait implique que même les acteurs les plus volontaires et les plus capables par rapport aux actions et décisions nécessaires à prendre se retrouvent (contre leur volonté) dans l'impossibilité de faire les bons choix. De fait alors que le bien être collectif est une incertitude dans un système de mondes dissociés, la certitude de soi demeure l'unique valeur réelle sur lequel l'individu peut s'appuyer pour prendre des décisions dans sa quotidienneté d'où le sens de l'expression proverbiale créole chak koukouye klere pou zye l (chacun pour soi). Autrement dit l'individualisme comme stratégie du bien être pour soi est un choix rationnel dans un contexte d'incertitude des résultats de l'action collective. Dans un tel contexte, chacun cherche manifestement à augmenter ses gains même si cela signifie exploiter l'autre. En fait l'assurance de l'augmentation des gains pour soi passe nécessairement par l'élimination (physique, politique ou symbolique) de l'autre.

Ce fait cognitif (représentation de l'autre danger pour soi) explique en partie la volonté de faire partir Monsieur Aristide non seulement de l'espace du pouvoir mais de l'espace géographique même. Il est clair que les partis politiques en opposition au parti de Monsieur Aristide, n'auraient jamais eu accès au pouvoir tant que ce dernier aurait été un acteur

actif ou même simplement présent dans le pays. C'est aussi cette logique qui explique la faillite du programme de désarmement mis en place par la Commission Nationale de Désarmement, car ce programme n'a ciblé que les membres armés supporters de l'ancien président Jean Bertrand Aristide alors que la problématique de la prolifération des armes illégales concerne en fait plusieurs groupes dans la société incluant des partis politiques. Les choix de traitement discriminatif d'un groupe par rapport à un autre, est un fait émergent de la vision binaire de soi contre l'autre qui sous-tend la logique de prise de décision des acteurs clés dans cette société. Mais un tel processus de construction du choix et de définition de la prise de décision, produit et renforce les facteurs des crises à venir car ce mode de pensée et de faire, nourrit la distance sociale entre les groupes et de fait produit de la frustration sociale qui s'exprime généralement dans l'action violente.

La grande difficulté et certainement le défi majeur c'est qu'il n'existe aucun mécanisme de production d'une réalité sociale partagée entre ces systèmes mondes séparés. Chaque monde séparé produit sa réalité et définit un cadre expérientiel et une vision qui cherchera à s'imposer contre ceux des autres mondes. D'où la production des identités éclatés. Cela me fait penser à un ami agronome qui une fois sur la route de Thiotte (ville du café dans la région de Belle Anse), me déclara proverbialement que « chaque haïtien est en soi une Haïti ».

Illustration : Une institution de socialisation secondaire dysfonctionnelle.

L'école en tant qu'institution de socialisation, de production de sens et d'individu type, aurait pu jouer un rôle fondateur dans la construction d'un sens commun. Mais celle-ci ne remplit pas cette fonction en Haïti. La raison première c'est que l'école reproduit l'univers haïtien des systèmes mondes en se démultipliant quasi à l'infini. Dit autrement dit il y a autant d'écoles que de systèmes mondes en Haïti. L'absence d'une force extérieure d'unification des institutions scolaires a créé les conditions pour le développement chaotique des institutions scolaires en Haïti. Les écoles peuvent être catégorisées en fonction des classes sociales qui composent le système social en Haïti. Par exemple si l'on regarde l'univers religieux en Haïti, les églises catholiques en compétition avec les églises protestantes. Ces deux systèmes mondes ont leurs propres institutions, école Marianne, Mères de Bourdon ect., contre les écoles adventistes ; les pasteurs des nombreuses églises protestantes qui champignonnent dans tout le pays, ont une forte tendance à attacher une institution scolaire à leur église. Chaque religion utilisant l'institution scolaire afin de produire le citoyen conforme à son esthétique et sa morale.

Aucun décideur ne s'est posé la question à savoir si les jeunes sortis de ces diverses institutions partagent des valeurs communes et une vision commune du type de société qui serait bon pour Haïti. Ces écoles elles mêmes fonctionnent sur le mode dissociatifs car elles sont en compétition sur un marché florissant. Cependant ce qui au-delà des différences, rassemble beaucoup de ces écoles (sinon la majorité) c'est que les pratiques démocratiques y sont si faibles

qu'il ne soit pas étonnant que la démocratie comme manière de se lier à l'autre au sein de l'espace social ne soit pas en fait une valeur sociale acceptée et comprise par tous.

Beaucoup trop de lignes ont été écrites sur la problématique des écoles en Haïti, pour que je revienne la dessus mais simplement il me semble intéressant de relever que malgré de bonnes analyses faites sur le mauvais fonctionnement des écoles en Haïti aucune politique réelle de réforme du système scolaire n'a été mise en place. En générale on peut remarquer que les politiques réformistes adoptées par les ministres de l'éducation passés ont tendance à porter sur les contours du système et non pas sur le cœur même du système. Il nous faut souligner que tant que certains ministres de l'Education ou encore leurs partenaires politiques auront eux-mêmes des intérêts privés dans le système scolaire alors ces acteurs politiques continueront à faire des choix qui vont à l'encontre des intérêts de la majorité de la population. De fait, il est clair que les acteurs politiques qui auront des enjeux politiques et économiques dans un certain secteur donné, ne prendront que des décisions qui augmenteront leurs gains même si cela signifie des pertes pour la majorité d'une population qui expérience une réalité éloignée de celle des décideurs.

Impact du conflit social sur l'efficacité politique et institutionnelle

J'ai mentionné la question du conflit social et le fait que celui-ci émerge des relations sociales dissociatives. Il me semble également important à noter le rôle du conflit social dans la production de l'inefficacité des choix et des

décisions politiques et l'impact de celui-ci sur le fonctionnement des institutions. D'abord il est clair que le conflit social tend à distraire les acteurs des questions nationales importantes telles que le prix du gaz qui ne cesse de grimper, l'insécurité alimentaire grandissante, le développement de la criminalité et le blocage de l'aide internationale due aux incompatibilités entre les acteurs locaux. Dans le contexte du conflit les acteurs décideurs se concentrent essentiellement sur la préservation de leur capital politique et socioéconomique. Il est de fait rationnel que les acteurs maintiennent une sorte de statu quo politique qui permet de maintenir un certain équilibre politique autour de la structure des pouvoirs, et cela se fait autour des intérêts des chapelles politiques au détriment du reste de la société et en particulier des groupes les plus frappés par la crise politique.

On ne peut pas non plus dénier l'importance du facteur capacité des acteurs politiques dans l'inefficacité des choix politiques et institutionnels et en tout premier le sens que ces derniers ont de l'histoire de souffrance de leur peuple. Les acteurs politiques et des leaders aussi bien politiques que sociaux font preuve d'une incapacité presque congénitale de comprendre le sens de l'histoire et à apprendre les leçons des expériences passées ou plutôt récemment passées si je puis le dire ainsi. Prenons des exemples simples, (i) en 1997, la candidature d'Ericq Pierre avait été rejetée pour des raisons politiques, l'évènement s'est répété encore en 2008 pour les mêmes raisons. Le pays est resté après la crise de 1997, plus de vingt mois sans gouvernement ; vu l'état de la situation actuelle, on va

vers probablement une expérience similaire. (ii) En 2000 après les élections contestées, la crise politique figea le pays et affecta considérablement la dynamique de l'aide internationale. La crise actuelle va engendrer les mêmes effets. (iii) Le programme de désarmement avait échoué en 1995 pour les mêmes raisons qui expliquent l'échec du programme DDR de 2004-08 ; le choix binaire basé sur une rationalité de groupe. En 1995, Monsieur Aristide cibra ceux qu'il considérait alors comme ses ennemis, en 2004-08, le programme DDR, désarma quasi essentiellement (excepté quelques anciens militaires qui profitèrent de la faillite du programme) les supporters de Monsieur Aristide qui devinrent les ennemis de l'opposition (à Monsieur Aristide). De fait il est clair que la tentation de considérer que l'histoire se répète en Haïti est grande car les mêmes facteurs persistent et ceux-ci produisent les mêmes résultats dans le temps.

Les acteurs politiques dans ce pays se battent depuis 1986 date d'entrée d'Haïti dans un processus de démocratisation qui n'en finit pas de hoqueter. Ils dirigent des partis décadents qui ne font plus sens dans cet univers de complexité et d'incertitude. Ils abusent d'un discours politique qui n'a plus d'attrait pour la vaste majorité de la population, un discours politique éreinté et éreintant, qui a peine à convaincre le discoureur lui-même. Les leaders actuels se sont fatigués dans une bataille dont ils n'avaient pas eux-mêmes mesurés les implications et les difficultés. De fait, il est clair que les partis politiques, les acteurs politiques sont des éléments constitutifs du problème aujourd'hui. J'ajouterais que le manque de volonté politique pour

prendre une décision politique claire en coopération avec les secteurs clés de la société en coopération avec la président afin de gérer la crise, met en exergue le fait que les acteurs politiques en Haïti ont définitivement fait choix de l'inefficacité politique et institutionnelle.

Cela nous amène à affirmer que, les acteurs politiques ne font pas de la politique pour la gestion du bien être collectif mais plutôt que les intérêts individuels et ceux de la chapelle politique semble dominer la prise de décision. Est-ce parce qu'aux yeux de la majorité de ces leaders, érodés par le temps, l'Etat est un bien privé qui appartient à ceux ou celui qui en a la gestion dans une période de temps donnée ? De fait, la clé qui nous permettrait de mieux saisir la logique politique dans le contexte haïtien, aurait à voir avec la question fondamentale de l'appropriation de la structure d'Etat et de l'espace du pouvoir. La question de la politique en Haïti se résumerait donc au concept du droit de propriété sur objet (l'Etat) par un groupe ou un individu dans un contexte d'absence d'un accord entre les groupes en compétition pour cet objet. La transaction politique devient donc éminemment problématique dans un contexte où les acteurs sont conscients que la question de la quantité et la qualité des gains politiques dépendrait essentiellement de la maîtrise que les acteurs ont de l'objet de la transaction à savoir l'Etat.

Théorème politique de Coase [4]

Revenons à la question fondamentale qui traverse ma réflexion à savoir si les acteurs politiques ont délibérément choisit l'inefficacité politique et

institutionnelle ou bien l'inefficacité constatée aujourd'hui est-elle le fruit de la faiblesse des acteurs politiques?

Cela m'amène à utiliser le théorème économique de Coase (1960) qui stipule que « [...] si les droits à la propriété sont bien définis et qu'il n'existe pas de coût associé à une transaction alors les agents économiques s'entendront afin de produire un résultat efficace quelque soit la personne qui détient les droits de propriétés sur un bien » [5]

Qu'est ce que ce théorème à avoir avec notre analyse politique de la situation en Haïti? Daron Acemoglu dans un article publié en 2003 [6], a appliqué le théorème de Coase au champ politique et conséquemment, il affirme que le théorème de Coase dans le champ politique se lirait comme suit:

« [...] les transactions politiques et économiques, créent une forte tendance vers les politiques et les institutions qui produisent les meilleurs résultats tenant compte des divers besoins et demandes des sociétés quelque soit la personne ou le groupe social qui déteint le pouvoir.» [7]

Cela signifierait que la personne ou le groupe qui détient le pouvoir est moins important que le cadre dans lequel le décideur prend sa décision mais aussi que le facteur motivant la prise de décision serait les intérêts de la société. En conséquence le pouvoir devient un fait politique qui existerait en dehors de l'agent politique mais dont l'efficacité se mesurerait à l'aune de ses effets sur le bien être collectif.

Ce théorème politique de

Coase tel que énoncé par Dacon Acemoglu (2003) me ramène à l'analyse du mouvement d'opposition contre l'ancien président Aristide que j'ai partiellement mentionné précédemment. Ce qui est intéressant de noter c'est qu'à aucun moment dans l'histoire de ce mouvement il ne fut mis en question le système politique qui a permis l'émergence de Monsieur Aristide sur l'échiquier politique. L'opposition fut une opposition contre un acteur et non une opposition contre un système. Or la persistance de la crise actuelle, met bien en lumière s'il en faut que le problème est avant tout d'ordre systémique. En conséquence, le mouvement politique contre Monsieur Aristide, qui s'est terminé par l'exile de ce dernier, fut fondamentalement une erreur de jugement et une faiblesse de vision, car le problème fut plus complexe qu'il n'y apparaissait et quelque soit le sens nationaliste que d'aucun pourrait ressentir vis-à-vis de la mission onusienne en Haïti aujourd'hui il faut admettre que la présence de celle-ci est le résultat logique de cette erreur de jugement. Cela me permet de revenir sur l'idée que les acteurs politiques qui ont une vision d'un pouvoir incarné en un individu tendent à s'acharner contre celui-ci non pas parce que cela servirait le bien commun mais bien plutôt parce que cela crée une voie pour leur passage vers le pouvoir.

Le théorème politique de Coase tel que avancé par Daron Acemodu (2003) n'est pas pertinent dans le contexte haïtien, car d'une part il n'existe pas de contrat social qui permette de définir les besoin et les intérêts de la société. Il n'y a pas non plus d'entente entre les

Le chaos comme conséquence et le pouvoir comme enjeux.

opérateurs sociaux, 'économiques et politiques autour de la question du modèle de société envisageable et désirée. La question fondamentale d'une définition du contenu de la citoyenneté n'est pas débattue et posée. De fait les décisions politiques et économiques prises par les opérateurs politiques et économiques tendent vers la production de choix politiques et institutionnels qui vont contre l'intérêt collectif et ne bénéficie que les intérêts du décideur et de son entourage immédiat.

Les risques après le départ de Monsieur Aristide furent au regard du bien être collectif plus important car le phénomène des groupes armés et le kidnapping sont des faits qui ont pris naissance à la suite de l'exile de l'ancien président. La situation de la majorité de la population a empirée après le départ de Monsieur Aristide. Cela nous amène à questionner la manière dont les acteurs politiques, les décideurs en charge de pays, prennent des décisions. Il est évident que ce qui guide leur prise de décision s'est d'une part une rationalité émotive plutôt qu'analytique et deuxièmement, que leur prise de décision est motivée par leurs intérêts de classe et les gains politiques futurs. La rationalité émotive entraîne la réaction et non l'action tandis que le facteur individuel de leur gain politique résulte en de l'inefficacité en ce qui a trait au bien être collectif.

On peut donc dire sans risque de se tromper et eut égard aux expériences passées, que les acteurs politiques haïtiens, ont fait le choix politique volontaire et rationnel (dans la mesure d'une incertitude de l'action collective) de l'inefficacité politique et institutionnelle.

Inefficacité comme choix volontaire, le chaos comme conséquence et le pouvoir comme enjeux.

Il me semble que dans le contexte haïtien, le théorème politique de Coase ne peut pas fonctionner pour plusieurs raisons. Ces raisons mises ensemble forment un système complexe de facteurs de contraintes qui en fait contribue à s'auto nourrir de sorte que nous ayons l'impression que les problèmes en Haïti sont intraitables. Il nous faut comprendre que le choix volontaire de l'inefficacité, et le chaos comme conséquence de ce choix sont indissociables des enjeux du pouvoir personnel et de la vision d'un Etat qui soit le jardin privé de celui qui en a la commande.

La première raison qu'il nous faut souligner, est liée à l'absence de mécanismes pour forcer les opérateurs à tenir leur promesse électorales et à s'engager à prendre des décisions qui prennent en compte le bien être collectif. Le système judiciaire dans son état actuel est une institution qui n'existe que de nom et non pas de fonction. La police trop jeune et mal formée essaie tant bien que mal d'opérer dans un environnement hostile aux forces de sécurité à cause du fait même que les victimes qui auraient le plus besoin de l'appui de cette force ne lui fait pas confiance. La société civile pourrait jouer le rôle d'une force de pression pour forcer les opérateurs notamment politiques à tenir leurs engagements auprès de la population, mais elle fait face aux mêmes défis et fonctionnent selon la même logique que les opérateurs politiques.

Deuxièmement, les opérateurs sociaux, politiques et économiques tirent de

nombreux avantages de la situation de chaos qui favorise l'émergence du conflit social et de la violence en Haïti. Par exemple, de nombreuses organisations de la société civile qui enregistrent des expériences de mauvaises gestions ou qui ont une pratique de gouvernance critiquable continuent à recevoir des financements.

De nombreux individus dont la réputation sur le terrain est largement critiquée pour leur pratique en matière de mauvaise gestion financière continuent à fonctionner dans le système. Il en va de même pour les acteurs économiques, qui peuvent décider des prix et de la valeur de leur produit en dehors d'un cadre qui tienne compte du consommateur. Les acteurs politiques eux gèrent leur capital politique futur, leur électorat et les supporters les plus proches. Ils ne prendront pas de décisions qui favoriseront la montée de jeunes politiciens capables de questionner leur autorité, leur pouvoir et leur position.

Dans tous les cas la clé qui explique le choix de l'inefficacité, c'est le fait que les opérateurs politiques, économiques, et sociaux détiennent une certaine quantité de pouvoir qu'ils ne désirent pas remettre en question et qu'ils ne désirent certainement pas redistribuer. De fait chaque groupe et individu s'attache à sa quantité de pouvoir (réel ou symbolique), qu'il peut monnayer en valeur économique ou en positions sociales, politiques ou symboliques. Il faut aussi mentionner un fait important dans la structure des pouvoirs en Haïti, c'est que ceux qui ont une quantité raisonnable de pouvoir peuvent s'entendre sur la nécessité de l'inefficacité car ils fonctionnent selon la

même logique et que pour les divers partis les règles du jeu des pouvoir est clairs et implicitement acceptés.

De fait on peut comprendre que les leaders sociaux en fait ne sont pas vraiment différent des leaders politiques et des opérateurs économiques, ces trois groupes ont les mêmes démarches, les mêmes manières de traiter la majorité de la population et surtout les mêmes objectifs, protéger leurs intérêts particuliers.

Troisièmement, l'inefficacité de certaines politiques et de certaines décisions, est produite par la faiblesse des décideurs et le manque de volonté de s'engager dans la voie du changement. Mais il nous faut ajouter que l'engagement pour le changement est dans le contexte haïtien une entreprise qui peut s'avérer dangereuse. Haïti fait face à une carence de cadres capables de mettre en place les conditions pour le changement. Nous avons déjà mentionné les faillites du système éducatif qui ne sert aucun objectif social excepté la production d'individus *bachelier-isés* qui sur un plan strictement numériques pourrait remplir les wagons de la classe dangereuse et violente facilement mobilisable pour semer la terreur sur la ville.

Vers une théorie de la sociophagie

La situation en Haïti est définitivement préoccupante au point où nous pourrions légitimement nous demander si la société haïtienne n'a pas atteint un point de désintégration qui la rend incapable de donner du sens à sa propre histoire. C'est comme si la société avait atteint

les limites de sa capacité à croire dans une solution dans l'avenir et de fait elle a développé une tendance à l'autodestruction.

On ne peut pas penser performance économique et encore moins croissance dans le contexte actuel de conflit social qui opposent des groupes d'intérêts qui en plus existent en contradiction avec le reste de la société. Tant que ce conflit continuera à persister les millions de dollars de l'aide internationale continueront à se fondre dans l'espace haïtien comme neige au soleil et les Nations Unies auront un argument pour pérenniser sa présence en Haïti.

Pour comprendre la dynamique actuelle qui secoue la société haïtienne, une dynamique destructive, j'aimerais emprunter la logique de l'anthropophagie plus populairement connue sous le vocable, cannibalisme. Je désire en faire un cadre analytique des rapports sociaux auto destructeurs. J'appellerais cette dynamique qui concerne les rapports sociaux entre groupes et entre les groupes-élites et le reste de la société, *sociophagie*.

Le cannibalisme qui d'une manière résumée signifie la consommation de chair humaine de manière ritualisée ou non, a dans l'imaginaire populaire un relent de discours de l'ethnographie officielle de l'époque coloniale. Cependant il y a un aspect important de l'anthropophagie qui peut être utile pour comprendre le sens ma tentative analytique [8] ; cet aspect c'est la transgression. La transgression est l'aller-au-delà d'une limite morale au moins que la conscience individuelle se sente choquer. Le cannibalisme est l'acte absurde par excellence qui

transgresse les limites de l'inhumanité.

Je n'entends pas traiter de cette question du cannibalisme de manière métaphorique mais au contraire dans ce dernier chapitre de mon analyse je cherche à mettre l'accent sur le fait que la logique de destruction de la société haïtienne dont nous sommes le témoin est le fait de relations conflictuels entre les groupes sociaux supérieurs (ceux qui ont une quantité de pouvoir avérée suffisante, pour créer la différence avec le reste de la société) et les autres. Il y a dans le contexte d'instabilité politique produite par un leadership qui a fait choix de l'inefficacité politique et institutionnelle, l'impression d'une consommation outrée et transgressive, un geste absurde d'ingestion des fondations sociales ; de production d'un lieu sociologique ou la moralité est inexistentielle et où les groupes sociaux les plus faibles peuvent être « mangés » par les groupes les plus forts.

Dans le contexte d'opposition entre mondes séparés et celui de fragmentation de l'espace politique et social, la logique tourne autour de la destruction de l'autre. C'est comme ci les opérateurs politiques, économiques et sociaux s'étaient donné comme objectif d'épuiser les franges les plus faibles de la société, les groupes vulnérables qui n'ont plus aucun filet de sécurité capable de les protéger contre les groupes *sociovores* qui ont adopté dans le contexte de chaos actuel caractérisé par l'incertitude et l'abandon politique, une pratique de transgression, l'auto destruction.

Les groupes *sociovores* ont transgressé les règles de moralité primaire qui consistent à reconnaître les besoins et

les demandes des plus faibles. Mais dans une telle logique, les mondes dominants, courent également à leur perte car en détruisant l'autre ils détruisent également les fondements socio-existentiels de leur propre monde. Les mondes dominants sont en train de produire les risques et la violence qui les affectera grandement dans le futur. Car quand viendra l'explosion, le feu s'échappera pour réduire en cendre l'univers de ces mondes.

Il existait une tendance à condamner la bourgeoisie locale comme étant la source des malheurs et de la misère dans ce pays mais en vérité la logique *sociovore* n'est plus le fait de la bourgeoisie locale mais bien de tous les opérateurs politiques et sociaux y compris ceux qui se disent élite constituée de la société civile. Aujourd'hui il est clair que cette frange sociale dénuée de pouvoir qui forme la majorité de la population, est l'objet de la *sociophagie* des autres.

Conclusion

Malgré les élections de 2006 et un président qui fut à l'époque considéré comme le meilleur choix possible, Haïti continue sa marche lente mais certaine vers un abîme qui risque de consommer la société entière y compris les *sociovores*. Le gouvernement haïtien a montré ses limites dans la gestion de l'Haïti post crise. Il est certain que le problème en Haïti continuera à murir à un point tel que probablement un mouvement se mettra en marche contre Monsieur Préval. Je souhaiterais attirer l'attention que Monsieur Préval en soi n'est pas l'obstacle majeur mais ce qui crée problème aujourd'hui c'est l'absence d'une résolution des

différences entre les acteurs clés et la société haïtienne. Tant que les opérateurs sociaux, économiques et politiques ne définiront pas un cadre collectif pour l'action sociale dans lequel le bien être collectif deviendra une certitude alors Haïti demeurera toujours un pays qui vivra à la limite du possible. Haïti aujourd'hui a des capacités internes faibles pour mettre en place les conditions qui favoriseront le choix de l'efficacité. Les acteurs de la communauté internationale pour leur part font de mauvais choix stratégiques et ils préfèrent des solutions de court terme qui leur permette de se sentir bien au lieu des solutions de long terme. Mais entre temps la majorité de la population demeure à risque d'insécurité sociale, économique et alimentaire.

Notes

[1] Chetan Kumar (1998)

[2] L'article, "sociologie activiste et publique qui fut publiée par Le Matin en novembre 2007, produisit de nombreuses réactions dont une réponse de Monsieur Visene Laforet qui publia sa réponse « Le sociologue haïtien : entre la neutralité axiologique et l'activisme social, publiée par Le Matin en Mai 2008.

[3] Je pars de l'hypothèse que je ne pourrais pas définir dans le cadre restreint de cet article, que l'Etat haïtien est dans une certaine mesure le reflet de la mission qu'il lui a été octroyé par les pères de l'indépendance. Ce ne fut jamais le rôle de l'Etat haïtien de définir les règles d'un jeu qui déterminerait un ordre social juste et équilibré. En fait l'avènement de l'Etat de la société indépendante, l'Etat eut pour rôle celui qui fut le sien durant la période coloniale, qui fut un médium d'extraction des richesses nationales pour le bien être d'une petite classe de profiteurs.

[4] Je me suis basé sur les réflexions de Dacon Acemoglu (2003)

[5] Traduction du texte anglais original, "if property rights are well-defined and there are no transaction costs, economic agents will

contract to achieve an efficient outcome, irrespective of who holds the property rights on particular assets" (Daron Acemoglu, P3:2003)

[6] Opt. citée, Cf. Note [4].

[7] Traduction du texte anglais original, "[...] political and economic transactions create a strong tendency towards policies and institutions that achieve the best outcomes given the varying needs and requirements of societies, irrespective of who, or which social group, has political power." (Daron Acemoglu, P3:2003)

[8] Je parle de tentative car je m'intéresse beaucoup à cette idée d'une sociophagie qui soit le pendant de l'anthropophagie. Le concept de sociophagie est un concept que j'introduis ici mais j'envisage de le développer dans une prochaine réflexion.

Bibliographies

ALF REHN and JANET BORGERSON *Is there a Cannibal in Organization Studies? Notes on Anthropophagy and Organization* in Culture and Organization, June 2005, Vol. 11(2), pp. 69-81

CARIBBEANNETNEWS, *Haiti senators jeopardizing stability, Say UN envoy*, published on Friday, August 24, 2007 in www.caribbeannetnews.com

CHETAN KUMAR, *Building Peace in Haiti*, International of Peace Academy, New York NY, 1998.

CRISIS INTERNATIONAL GROUP, *Consolidating Stability in Haiti*, Latin America/Caribbean Report No 21-18 July 2007.

DACON ACEMOGLU, *Why Not A Political Coase Theorem? Social Conflict, Commitment and Politics*, Department of Economics Massachusetts Institute of Technology 50 Memorial Drive Cambridge, August 11, 2003

DONALD SCHULZ, *Wither Haiti?*, Strategic Studies Institute, April 1, 1996.

G.L. BECKFORD, *Persistent Poverty: Underdevelopment in Plantation economies in third world*, Oxford University Press, 1972.

LEE CHANCE, *Violence et Instabilité Politique : Haïti un pays à risque (Analyse des émeutes de la faim en Haïti)*, publié par Haitiimpact.com, Avril 2008.

LEE CHANCE, *Pour une sociologie activiste et*

publique, Publié par Le Matin (quotidien), Novembre 2007

LEE CHANCE, *Risk Instability and Political Culture*, Published by Wehaitians (Wehaitians.com), September 2007.

MATTHEW BASSFORD and NICK MABEY, *Countries at Risk of Instability: Future Risks of Instability*, PMSU Background Paper, February 2005

PAUL B. THOMPSON and WESLEY DEAN, *Competing Conceptions of risk*, Franklin Pierce Law Center 1996.

VISENE LAFORET, *Le sociologue haïtien : entre la neutralité axiologique et l'activisme social*, publiée par Le Matin en Mai 2008.

WILLIAM G.. O'NEIL, *Paper laws steel bayonet; Breakdown of the rule of law in Haiti*.1990, Lawyers Committee for Human Rights, New York, 1990, Nacla, Vol. 40 No 4, July/August 2007